

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

*The State and Enterprise : Canadian Manufacturers and the Federal Government 1917-1931*, par TOM TRAVES. Collection « The State and Economic Life ». — THE UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, 1979, 175 p.

par Albert Faucher

*L'Actualité économique*, vol. 55, n° 3, 1979, p. 453-454.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/800841ar>

DOI: 10.7202/800841ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

**The State and Enterprise : Canadian Manufacturers and the Federal Government 1917-1931**, par TOM TRAVES. Collection « The State and Economic Life ». — THE UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, 1979, 175 p.

Cet ouvrage fait partie d'une nouvelle collection consacrée aux rapports entre l'Etat et l'Economie, éditée par les professeurs Mel Watkin et Léon Panitch, des universités de Toronto et de Carleton, respectivement. Tout bref et insuffisamment élaboré qu'il soit, il plonge quand même au cœur de l'économie politique du Canada. Des entreprises capitalistes implantées au Canada, distinctes de leurs homologues américaines, ou prétendant l'être du moins, et se réclamant du marché libre, s'exposent à la concurrence de ce marché et se retrouvent devant l'incertitude de leur propre survie ; entreprises traditionnelles nourries à l'idéologie de la liberté individuelle, elles prennent, sous l'impact de la concurrence, conscience de leur interdépendance et elles se tournent vers l'Etat pour lui demander de modérer la concurrence par réglementation. Assument-elles de se protéger elles-mêmes par collusion ou par fusion, alors elles demandent à l'Etat d'arbitrer les conflits soulevés par la réaction des classes opposées aux monopoles ou hostiles aux coalitions capitalistes. Le régime protecteur du Canada, issu des intérêts industriels du Centre canadien, et à cause des disparités régionales qu'il implique, cherche refuge dans la bureaucratie, et l'Etat qui s'en

excuse essaie de dépolitiser le tarif en créant une Commission canadienne des tarifs.

Ainsi, l'auteur met en lumière le fait de la survivance du capitalisme (cette vision d'un type idéal) ; il montre comment, au-delà des conflits qu'il génère, le capitalisme recourt à l'Etat pour lui demander de rétablir l'équilibre et pour compenser, au besoin, les dépossédés. On veut un marché libre, oui, mais on demande un marché protégé par le tarif ; on suppose une certaine inégalité des classes sociales, et même une certaine exploitation des unes par les autres, mais, à la limite, on demande à l'Etat de compenser ou de tranquilliser les perdants par des mesures de bien-être.

La méthode adoptée par l'auteur est celle des cas — l'étude de cas choisis à l'intérieur d'une période s'étendant de 1917 à 1931. Cette période est définie comme caractéristique par rapport aux hypothèses de base qui orientent la recherche ; elle se déroule en deux temps. Premièrement, de 1917 à 1921, les entreprises, face aux impératifs du temps de guerre et de la reconstruction, acceptent volontiers que le gouvernement impose des règlements ; elles demandent même au gouvernement d'édicter des règlements : témoin, les requêtes de la Canadian Reconstruction Association, organisme constitué par des hommes d'affaires. L'expérience canadienne de 1917 à 1921 est perçue à travers l'histoire de quelques institutions : Paper Controller, Board of Commerce, Sugar Equalization Board... Institutions éphémères, car l'Etat s'est tôt soustrait à l'exercice des contrôles. Deuxièmement, l'expérience canadienne de 1921 à 1931 semble dominée par les entreprises privées, celles-ci demandant toutefois à l'Etat de soutenir et de protéger leurs initiatives. La recherche de sécurité de la part des entreprises les entraîne à recourir à la fusion ou à la cartellisation, à des arrangements stratégiques dans les relations du travail, à des pressions pour obtenir une réforme du tarif protecteur. Les arrangements notoires furent ceux du tarif concernant les industries de l'acier et de l'automobile auxquels l'auteur accorde un traitement particulier. Il faut bien admettre avec lui que le tarif a introduit depuis longtemps une dimension régionaliste dans l'économie politique du pays.

Dans son ensemble, l'ouvrage de Tom Traves laisse perplexe : présage-t-il l'avenir de la Collection *The State & Economic Life* ? comme tel une collection d'essais insuffisamment circonscrits, on dirait même inachevés, à cause peut-être de la faiblesse de sa problématique ou de son manque à relier les cas aux problèmes plus généraux du développement économique du pays. On dirait que le fond de scène fait défaut. Néanmoins, Tom Traves, qui nous paraît résolument engagé dans une voie de recherche utile et louable, aura déjà démontré que l'interventionnisme canadien n'a rien d'idéologique.

Albert Faucher,  
*Département d'Economique,*  
*Université Laval.*